

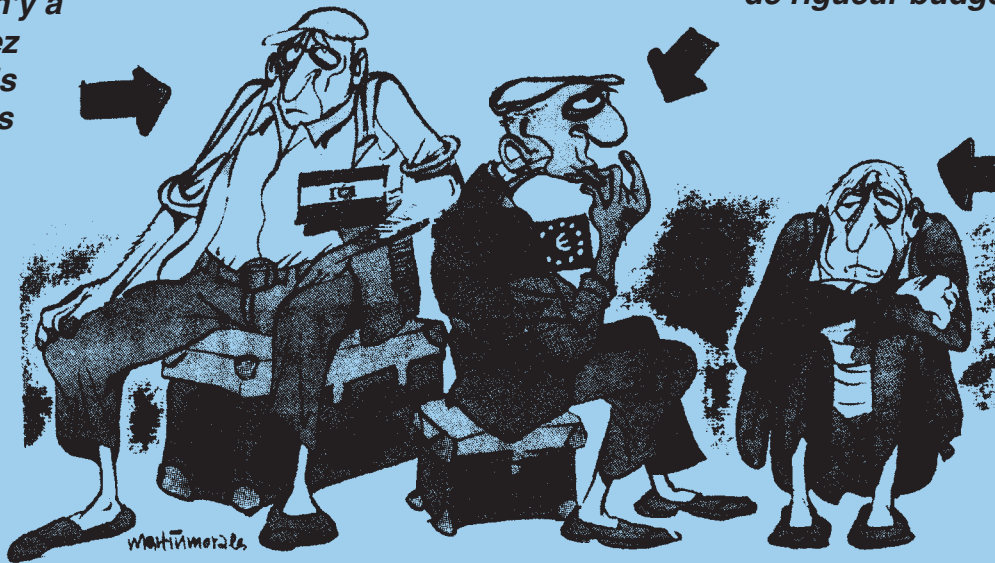
LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

LES CAMPAGNES
ÉLECTORALES
VONT ELLES
FAIRE COMPRENDRE
L'ESSENTIEL :
LA DICTATURE
DE L'ARGENT ?

*Exclu
parce qu'il n'y a
pas assez
d'emplois
rentables*



*Exclu par nécessité
de rigueur budgétaire*

*Exclu
pour cause de
pression de la
contrainte
extérieure*

Tous victimes maintenant de l'Institut monétaire européen !

N° 944 - mai 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE

*les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,
(16) 1 30 71 58 04*

**La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !**

◇ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◇ *Pour votre réflexion personnelle :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◇ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◇ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**

L'essentiel

Ce numéro a été composé quand la campagne officielle pour l'élection présidentielle commençait. Quand il parviendra aux lecteurs, le second tour sera probablement joué. Est ce qu'entre temps cette campagne aura changé quelque chose, comme tant de gens l'ont espéré ?

A-L W

A mon avis, elle ne fera que désespérer un peu plus de la politique. Pas seulement parce que la campagne est dominée par la rivalité de deux ambitions personnelles, celle des deux candidats du RPR qui ont le même programme conservateur. Pas seulement parce que les médias encouragent cette absence de réflexion en se complaisant dans ce combat des chefs et ses petites gens, et en continuant de mépriser "les petits" qui auraient peut-être quelque chose d'autre à dire. Bien que le PS ait le mérite d'avoir fait taire ses rivalités internes, il n'a pas la force de comprendre sur quoi ont échoué ses aspirations. Tout ce qu'il offre c'est un peu moins d'injustice, et les autres partis de gauche ne lui apporteront pas le soutien dont il a besoin.

On peut donc s'attendre à ce que les choses aillent de mal en pis. Le fossé va encore s'accroître entre riches et pauvres dont beaucoup glisseront plus vite vers l'exclusion. Les abus, les mécontentements et l'injustice ont donc toute chance de générer mouvements de contestation, grèves et manifestations de plus en plus violentes.

Il est évident que l'incapacité du pouvoir politique et l'absence de démocratie réelle, en devenant chaque jour plus manifestes, vont amener de plus en plus de gens à ouvrir les yeux. On va peut-être enfin comprendre que c'est le pouvoir **que nous donnons** à l'argent qui a écrasé la démocratie. La dictature du libéralisme qui bloque toute réflexion, toute initiative, toute aspiration à un épanouissement humain, qui pourtant est à notre portée, s'exerce sournoisement. Il est essentiel d'en comprendre les méthodes, pour les dénoncer, pour démythifier et contester.

LA DICTATURE MONDIALE

Il y avait déjà des organismes mondiaux, qui, passant pour être issus d'une volonté politique internationale, imposent la volonté des lobbies qui mènent les États-Unis : le FMI et la Banque mondiale. Il y a en plus l'Organisation Mondiale du Commerce (responsable, entre autres, de l'abandon probable des accords de Lomé conclus naguère pour favoriser le décollage économique de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

Pour l'Europe, il y a maintenant l'Institut monétaire européen (IME). On a mis en avant l'avantage d'une monnaie unique, qui est de supprimer, avec les changes, toute la spéculation financière qu'ils permettent, déstabilisant bien des entreprises de production. Mais, sous ce masque, les financiers qui ont fait "Maastricht" à leur usage ont établi des règles dites "**pour accéder**" à la monnaie unique, et l'IME en s'y référant dicte maintenant aux États quelle politique ils doivent suivre : il vient de se déclarer *«préoccupé par les déficits budgétaires des États membres, inquiet du niveau de l'endettement public* », il *«renvoie aux gouvernements la responsabilité de politiques monétaires trop sévères* » et *«estime trop forte l'accélération des salaires* ».

Toute cette dictature est docilement approuvée et distillée par des économistes et des "consultants" qu'on ne saurait remettre en cause (R. Barre et ses sommets économiques de Davos, Alain Minc et son rapport au Premier Ministre, etc.).

Par-dessus le marché (si j'ose dire !) il y a désormais un organisme privé qui, à lui seul, a plus de puissance que les États. Cette super-puissance est une *agence de notation* : constituée de quelques personnes qui mettent *des notes* aux pays. Si elle met une mauvaise

note à l'un, les capitaux le fuient et vont s'investir là où l'agence Moody's a mis une bonne note. Un journaliste du *New York Times*, T. Friedman, décrit bien la situation : *«Dans les années 60, le visiteur le plus important d'un pays en voie de développement était le Président de l'Aide internationale au développement ; dans les années 70-80, c'était l'envoyé du Fonds monétaire international ; dans ces années 90, c'est le représentant de Moody's Investors Service.»*

POLITIQUE À MERCI

Pourquoi les gouvernements sont-ils tous ainsi à la merci des financiers ? Ils ont tous besoin d'argent, que ce soit pour financer leurs investissements ou pour solvabiliser leurs ressortissants exclus du marché du travail. Comme ils ont tous renoncé à leur droit régalien d'ouvrir les crédits nécessaires, laissant ce privilège énorme aux banques, ils sont bien obligés de faire appel aux capitaux privés. Au passage, qu'on ne nous raconte plus que les Banques Centrales ont un pouvoir de contrôle sur leurs masses monétaires : les trois premières d'entre elles, la Fed, la Bundesbank et la Banque du Japon viennent une fois de plus d'acheter, ce 5 avril, plusieurs milliards de dollars pour combattre les opérateurs financiers qui font baisser le billet vert. Et malgré leur coopération, elles ont encore échoué. Et leurs achats n'auront fait que conforter le statut de monnaie de réserve du dollar en augmentant sa part dans les réserves de change des banques centrales !

Donc les gouvernements sont tous contraints à faire appel à des capitaux privés. Normalement, ils devraient pouvoir compter en priorité sur l'épargne de leurs ressortissants. Mais, comme par hasard, ceux-ci préfèrent confier leurs

réserves à des banques privées, de sorte que derrière les mouvements de capitaux, on trouve les fonds de pension et les sociétés d'assurance-vie qui ont en dépôt les économies **de millions d'individus** (l'assurance-vie attire de plus en plus l'épargne des ménages comme le montre l'encadré ci-dessous en ce qui concerne la France). Alors les gouvernements

«Le succès de l'assurance-vie ne se dément pas. Placement préféré des Français, il représentait l'an dernier près de 60 % des placements financiers des ménages. L'encours des capitaux placés en assurance-vie représente aujourd'hui près de 1.900 milliards.... Ce sont les banques qui en recueillent majoritairement les fruits puisqu'elles ont collecté 56 % des cotisations en 1994. ... La force de frappe des guichets a été bien utilisée ! »

Le Monde, 8-4-95

font passer sous le mot de "contrainte extérieure", comme s'ils n'y pouvaient rien, l'impossibilité où ils se sont tous mis de maîtriser leur politique économique. Et ils ont recours aux capitaux qui sont entre les mains des investisseurs professionnels, lesquels, grâce aux dérèglementations initiées par Reagan et à l'informatisation de la Bourse, opèrent sur les principaux marchés internationaux.

Et c'est ce niveau que supervise l'agence de notation financière : c'est Moody's qui dit où les capitaux doivent se placer. Par exemple T.Friedman montre comment l'agence vient d'imposer à deux pays leurs décisions politiques et économiques : « *Le message de Moody's aux gouvernements canadien et mexicain est clair : soit ils prennent eux-mêmes l'initiative d'assainir leur économie en réduisant les dépenses de l'État, soit les investisseurs internationaux les y obligent en rapatriant leurs capitaux* ». C'est simple, mais quelle effrayante superpuissance ! Et quel mépris pour la politique des États, fussent-ils dits démocratiques!

Allez expliquer à Moody's que vous estimez nécessaire de maintenir la Sécurité sociale, la retraite par

répartition ou d'autres acquis sociaux !!

RÉAGIR

Les ménages, vous et moi, ont un très grand pouvoir financier total, sinon par leurs fonds individuels, en tout cas par leur nombre. Ils ont donc le moyen de réagir contre ce vol de leur pouvoir financier. Par exemple, d'abord, en ne remettant pas leurs revenus (salaires, retraites, etc) à des banques, mais sur des comptes d'État (au fait, savez-vous que chacun peut se faire ouvrir un compte sur le Trésor public exactement comme sur un compte en banque ou aux chèques postaux ?). Ensuite en ne confiant leurs économies qu'à des organismes d'État ou à des "investisseurs socialement responsables"¹ tels que les CIGALES, en France, dont nous avons déjà parlé, et qui ont pour vocation d'aider les entreprises avec discernement et avec l'accord de leurs clients. Mieux encore, en refusant leur confiance à la monnaie imposée pour lui préférer une monnaie locale comme celle des LETS¹ (*Local Exchange Trading Schemes*) ou celle, plus modeste, que notre dynamique ami Jean-Pierre Poulain décrivait dans le dernier numéro (GR 943).

MALGRÉ LES MÉDIAS

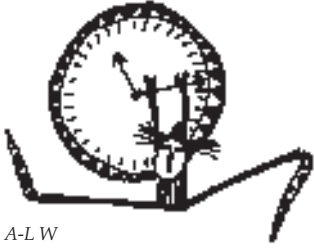
Mais pour que la plupart des gens n'en aient pas l'idée, la pensée unique (selon le terme d'Ignacio Ramonet) veille, épaulée par les médias qui fabriquent l'opinion. Elle la prépare même "jusqu'à la gauche". Car la Presse qui se prétend progressiste est tout aussi dominée. Une nouvelle preuve vient, par hasard, de m'en tomber sous les yeux dans le numéro d'avril 95 de *Challenges*. Il débute par un éditorial inepte de Claude Perdriel, intitulé "*La vérité sur les impôts*". On y retrouve tous les dogmes assénés par le libéralisme monétariste : les «*spéculateurs et investisseurs du monde entier... sont des gens raisonnables*» ; s'ils jouent contre le franc, c'est parce que notre déficit croît ; ils ont raison et si on ne veut pas «*retomber dans la crise*» (on en est sorti ?) et «*voir croître le chômage d'une*

façon insupportable » (ce n'est donc pas le cas ?) il faudra «*redresser nos comptes après les élections par un tour de vis fiscal de 100 milliards...sans compter les mesures qu'il faudra prendre pour réduire les besoins de financement de la Sécurité sociale... Les avantages trop élevés concédés aux fonctionnaires, aux retraités², aux rentiers, les prestations toujours plus nombreuses..., un système d'assurance et de retraites etc...tout cela augmente démesurément le prix du travail et détruit l'emploi*» ; les études ne préparent pas les jeunes à l'emploi, «*pour que les entreprises acceptent d'assurer leur formation comme en Allemagne, l'État va devoir leur offrir des contreparties fiscales ou sociales importantes, l'État doit encourager massivement les investissements, condition nécessaire pour que les entreprises dégagent des gains de productivité suffisants pour leur permettre de créer des emplois* ». Avec, pour finir, le bouquet : «*Pour retrouver les moyens financiers d'une politique d'adaptation au monde moderne, le futur gouvernement vaudrait-il accepter de mettre enfin un ordre sévère dans ses comptes... ?* » Bref toutes les âneries à la Guy Sorman alimentent le groupe de Presse Perdriel : le *Nouvel Obs*, *Challenges* et *Sciences et Avenir*. Voilà comment on prépare l'opinion publique. Combien de temps faudra-t-il, dans ces conditions, pour que les vrais "progressistes", ceux qui veulent faire évoluer la société pour qu'elle «s'adapte au monde moderne», mais intelligemment, comprennent que c'est précisément en remettant en cause ces dogmes de l'équilibre budgétaire, de la rigueur, du jugement tout-puissant des investisseurs, du franc solide-symbole d'un État fort, etc. etc ? Ces dogmes qui font perdurer une situation absurde, celle de la misère dans l'abondance, un monde où "les lois" du marché écrasent l'homme.

MARIE-LOUISE DUBOIN

1. Lire *Le nouveau pari monnaie-terre* de Guy Deffreys, cf GR N°943

2. voir plus loin l'article de G.Gaudfrin



A-LW

L'EMPLOI INTROUVABLE

Au fil des lectures quotidiennes du *Monde*, je découvre parfois des articles sur le rôle de plus en plus relatif du travail salarié dans notre société. Il en est ainsi de celui de M.-B. Baudet dans les pages-dossier "initiatives" du 22 mars 1995, intitulé "Avoir raison trop tôt". On y exprime les arguments d'A. Gorz et de J. Robin sur le temps libre. On reprendra quelques idées, mais on n'ira pas plus loin sauf pour dire que «*les mentalités vont évoluer lentement et que la transition sera longue : vingt à trente ans !*» Une génération en somme.

En est-on tellement sûr, même si on est expert ? Au bon train où vont les licenciements économiques, peut-on raisonnablement penser que la génération 80 attendra aussi longtemps ?

Qui peut vraiment dire si la population ne sera pas réceptive à un autre discours socio-économique que celui dont on l'abreuve depuis tant d'années ?

Que font tous les médias, l'intelligentsia, les hommes politiques pour faire prendre conscience à tous que nous nous acheminons vers une situation où il est déjà largement possible d'offrir à chacun les moyens d'exercer ses talents ?

Dans un autre article du *Monde* "Inflation de diplômés, pénurie d'emplois", Alain Lebaube termine ainsi : «*Puisque le lien entre l'emploi et le diplôme se distend, les connaissances, la culture devront être réinvestis dans la vie associative, culturelle ou de citoyen. Il faudra trouver d'autres lieux pour se réaliser, humainement, et pas seulement professionnellement.*» Le *Monde* du 30 mars 1995, dans une page consacrée aux six enjeux pour la France, parle de l'élargissement de la fracture sociale et titre ainsi "Les pouvoirs publics n'ont pas su

enrayer la montée de la grande précarité." L'article, de F. Bonnet et F. Nouchi, indique que «*les zones d'exclusion s'étendent d'autant plus aujourd'hui que les politiques publiques paraissent à bout de souffle.*» Toutes ces analyses ne viennent-elles pas conforter et confirmer celles de l'économie distributive ?

Les expérimentations en matière d'emplois aidés trouvent leur limite, dans la mesure où, conçues comme tremplin pour accéder à l'emploi véritablement salarié, elles ne peuvent que pérenniser des situations d'emplois précaires (CES par exemple) dont la demande s'accroît, car les emplois se font de plus en plus rares.

UNE EXPÉRIENCE ÉDIFIANTE

Comme travailleur social, j'ai participé, il y a deux ans, à la mise en route d'une association d'insertion et de formation qui s'est donné comme objectif de réinsérer des bénéficiaires du RMI par la pratique de la mécanique générale. Cette réinsertion devait se faire en 400 heures, mais, au grand dam de la Commission locale d'insertion qui finance l'opération, cela n'a pas été le cas. Il faut en effet bien plus pour redonner un certain équilibre de vie à des personnes sans emploi depuis de longs mois... J'ai utilisé cette association pour permettre à ceux qui en éprouaient le besoin, notamment pour combler leur solitude, de trouver un lieu d'accueil occupationnel. Évidemment, ce point de vue n'a jusqu'alors pas été pris en compte, car cela ne débouche sur aucun résultat visible en terme d'insertion par les filières de préformation, formations, stages, emplois. Mais en terme d'aide psychosociale, cela s'avère utile car les intéressés entre autre chose, sont plus sobres... Je m'aperçois que les RMIstes ne servent qu'à remplir

les structures diverses d'insertion et de formations créées à partir de besoins évalués trop rapidement, sans une approche fine, et sans la prise en considération des besoins, exprimés ou non. Ils ne vont pas forcément dans le sens où les pouvoirs publics les posent et pas dans des termes identiques. Le travailleur social est un médiateur, pas le complice d'un pouvoir politique qui n'offre aucune véritable perspective !

AU NOM DE LA RENTABILITÉ...

Certains se plaisent beaucoup dans cet atelier et voudraient y rester, même sans rémunération. Seulement voilà : les instances de décision estiment qu'il n'y a eu guère jusqu'alors de résultats en matière de remise sur le marché de l'emploi. En effet, sur douze personnes, deux seulement ont le profil pour être embauchées, mais... n'ont pas encore trouvé d'emploi.

Nous proposons une extension de la convention jusqu'à trois ans pour chaque bénéficiaire. Mais on parle de réduire le coût de la prise en charge horaire, qui est actuellement de 60 F. L'association pourra-t-elle survivre ? J'en doute ! Une association intermédiaire créée en 1992 dans le même canton, a dû être dissoute faute de moyens. Elle avait été créée par des travailleurs sociaux. Les enjeux politiques locaux aidant, elle n'a pu poursuivre son développement, alors qu'elle répondait à de nombreux besoins. Dans la Commission locale d'insertion de notre canton, siègent beaucoup d'élus locaux ; celui qui devrait représenter les travailleurs sociaux est lui-même un élu local... Bref ! **C'est l'impasse dans une logique de pensée estimant qu'un individu doit être rentable !...** Pas question de créativité, ni d'épanouissement personnel : dans un contrat d'insertion, j'ai proposé l'attribution

d'une allocation individuelle pour permettre à deux jeunes de s'inscrire à une association sportive... Bien que cette possibilité d'aide aux Loisirs par l'insertion soit prévue, elle fut refusée. Les délais de passage des dossiers en commission étant longs, ces deux jeunes ont commis des délits et sont aujourd'hui incarcérés. Le système ne parvient plus à s'autoréguler pour apporter les solutions valables et opportunes, il fonctionne dans certains cas à vide, pour se perpétuer !

Par expérience, les travailleurs sociaux pressentaient ce qui allait se passer avec l'instauration du RMI. Il y a discordance entre une politique départementale d'insertion volontariste et les besoins réels des usagers auxquels les administrateurs opposent une fin de non-recevoir. **Le point d'achoppement porte toujours sur les questions financières.**

Le dispositif d'insertion RMI permettrait pourtant de créer les conditions d'une solidarité collective (coopératives d'achats groupés, associations de quartier). Ces initiatives, prises au sommet, ne se nourrissent pas suffisamment des constatations effectuées sur le terrain. **Elles relèguent dans l'inutile ce qui va à l'encontre des critères de rentabilité.** Elles deviennent alors sourdes et aveugles à des besoins réels ou à des projets de vie intéressants. Une distance s'est progressivement creusée entre usagers et instances de décision. Les travailleurs sociaux perçoivent depuis longtemps déjà ces dysfonctionnements, mais on ne les écoute guère. J'avais suggéré en 1989... qu'une personne bénéficiaire puisse représenter les RMIstes dans ces commissions. On m'a pris pour un rêveur... M. Jospin a repris cette idée dernièrement. Elle avait d'ailleurs été suggérée par d'autres en son temps.

POUR UN AUTRE TYPE D'INSERTION

Les bénéficiaires du RMI s'organisent autrement et rejettent à juste titre les formules d'insertion qui ne mènent à rien. L'insertion vue par les statistiques et les comptes-rendus ministériels n'est ainsi que de

la poudre aux yeux. La plupart de ceux et celles que je suis amené à rencontrer recherchent uniquement le contrat emploi-solidarité, car c'est pour la majorité, la formule la plus intéressante financièrement et la plus valorisante dans la mesure où elle offre une activité à mi-temps auprès de personnes salariées. Les CES espèrent être embauchés définitivement dans les mairies par exemple. Et comme il n'y a plus d'autres choix, et qu'il faut bien "rapporter de l'argent à la maison", on accepte n'importe quoi !

Le revenu d'insertion, bien qu'il ne soit pas le revenu d'existence, le préfigure. La population qui en bénéficie augmente. Très peu informée sur les questions d'économie et ses enjeux politiques, elle ressent néanmoins l'incapacité des pouvoirs publics actuels à répondre à ses questions. En effet, le pourcentage des allocataires retrouvant un emploi, une formation ou contractualisant une démarche d'insertion, est faible. Au pire, cette dernière n'est qu'une formalité. C'est dire que la majorité se trouve un peu comme si déjà elle se trouvait dans l'Économie distributive, mais sans disposer d'une garantie de ressources suffisantes, des informations, des réflexions sur ce sujet, et du consensus démocratique pour reconnaître qu'une orientation nouvelle est nécessaire pour résoudre les problèmes de la vie.

EN ROUTE VERS L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Mais peu à peu, la presse semble prête à donner des échos vers l'Économie distributive. Encore dans une tribune du Monde, Denis Clerc titre : "Nous n'avons pas su trouver de substitut au travail". Et il souhaite finalement que « l'insertion par l'économique ne soit pas le camouflage d'un retour à des formes de précarité et d'exploitation qu'un siècle de luttes sociales avait permis de limiter ». Mais comment pourrait-il en être autrement dans une démarche d'intérêts marchands ? Au fil de pages "Économie" toujours du Monde, un article parle enfin de l'Allocation Universelle. Signé Ph. Simmonnot, intitulé "Et si demain on rasait gratis...", il rend compte de l'ouvrage de J.-M. Ferry

"L'Allocation Universelle - Pour un revenu de citoyenneté"¹ et se termine ainsi : « l'allocation universelle, loin de détruire le droit au travail, comme le prétendent les défenseurs de l'État social, l'émanciperait au contraire puisqu'il cesserait de faire du travail une obligation de survie alimentaire. Alors, réveillons-nous ! De ce rêve, ou du cauchemar actuel ? ».

Les analystes économiques contemporains seront peut-être encore longs à réaliser et à reconnaître le bien-fondé des thèses distributistes, mais tôt ou tard, les faits et les événements viendront les contraindre à admettre les évidences. La grande majorité de la population est certainement beaucoup plus prête qu'on peut le croire à accepter les propositions de l'Économie distributive. Par ignorance, elle éprouve une certaine pudeur et de la crainte à accepter l'idée même de distribution. Ses réactions habituelles, somme toute humaines, sont de les considérer d'abord comme utopiques puis finalement de les accueillir.

Le malaise et le besoin de reconnaissance des plus démunis sont tellement grands qu'ils ressentiront l'arrivée de l'Économie distributive comme un grand soulagement ; ils orienteront leur pensée vers des activités utiles dont ils éprouvaient le besoin pour manifester leur solidarité. Les sans-domicile qui errent dans les couloirs du métro new-yorkais partagent tout et s'entraident mutuellement. Peut-être par instinct de survie ? L'homme n'échappe pas à son espèce. "Si c'est un homme", le témoignage de Primo Lévi sur Auschwitz a, ô combien, exprimé cette nécessaire solidarité face aux pires conditions.

L'organisation économique actuelle isole les personnes. L'Économie distributive leur donnera les moyens et le pouvoir de s'entraider vraiment et de vivre cette solidarité par des échanges réciproques authentiques sans arrière-pensées de profit.

Notre tâche, éveiller, susciter l'intérêt, puis informer, demeure primordiale.

MOULOU TOULEB

— — — —

1. aux éditions du Cerf.



Voici deux textes dont l'auteur, Marc Rohrbach, est le fondateur du mouvement J.E.A.N. (à Lausanne). Ils nous ont été envoyés par un lecteur de Normandie qui précise qu'ils ont du être écrits «en 1947 ou dans les premières années 50».

Le cycle humain

Nous sommes insérés dans un monde où l'homme se centre encore sur sa personne et y soumet ses valeurs idéales. Il nous est donc difficile de découvrir, au-delà de notre personne, une personnalité plus grande et une conscience plus étendue à laquelle nous appartenons. Cependant, c'est bien à un tel pas que nous sommes appelés.

La personnalité n'est pas propre à l'homme. Il peut y avoir personnalité à tous les niveaux, en deçà et au-delà de la mesure d'un être humain. De ce fait, il est plus aisé d'apercevoir comment "une personnalité de l'humanité" peut s'élaborer. Des progrès ou des problèmes surgissent, qui intéressent en même temps tous les humains. La personnalité de chacun s'élargit alors jusqu'aux dimensions de l'humanité entière.

C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui : l'égoïsme de toute personne ne peut actuellement négliger ce qui se passe à New-York, à Moscou ou à Jérusalem. Chaque événement quelque part dans le monde devient sensible à chacun ; les catastrophes naturelles, même localisées, éveillent des échos qu'elles ne provoquaient pas auparavant, parce que l'information n'en parvenait que tardivement ; ce n'est plus le cas maintenant.

Dans cette perspective commentent à se construire simultanément, d'une part une pensée d'unité humaine et, d'autre part, une personnalité terrestre globale. On s'oriente ainsi vers un seuil de conscience au-delà duquel l'humanité se pense comme un tout de personnalités particulières. Dès lors, dans la mesure où le progrès et la sauvegarde de "l'existence-humanité" exigeront l'unité des

humains, ces derniers auront conscience d'une destinée globale, et c'est en fonction de celle-ci qu'ils constitueront leur pensée et leur jugement. Sans détruire leur conscience personnelle particulière, mais en ayant acquis une conscience claire au niveau de l'humanité entière, ils apprendront à veiller sur la santé de l'ensemble tout en veillant à la santé des organes particuliers qui le constituent. Il n'y aura plus d'opposition entre l'intérêt particulier et l'intérêt général.

Nous pouvons constater une phase d'accélération prodigieuse des rythmes vitaux de l'humanité, en même temps qu'une multiplication de ses pouvoirs. L'apparition surabondante d'innombrables réalités matérielles nouvelles provoque une transformation sans précédent dans l'histoire humaine. De grands organismes de production se créent et se découvrent comme étant solidaires les uns des autres du fait de leur commune dépendance à l'égard des sources de matières premières et d'énergie. Les nations elles-mêmes deviennent de gigantesques entreprises. Dès que quelque chose d'important se passe pour l'un de ces groupes, l'humanité dans son ensemble en est affectée. La concurrence qui les oppose les uns aux autres laisse subsister leur solidarité, car aucun ne peut finalement gagner quelque chose à vouloir détruire les autres. Non sans risques pourtant, car sur le chemin des grandes tensions, la folie a vite gagné les esprits et la déraison commande les gestes. Les exemples ne manquent pas. Mais l'unité d'intérêt s'achemine vers son irréductible évidence pour tous, plus vite que ne peuvent suivre nos pensées attardées...

L'homme est ainsi entraîné par les événements dans une existence

dont les structures sont nouvelles pour lui. Il lui faut trouver, en fonction de cette transformation, de nouveaux rapports justes entre les humains. Ce n'est pas impossible puisque, par ces événements mêmes, il se trouve muni de pouvoirs nouveaux. **La grande relève des hommes par la machine**, l'informatique et la science est une caractéristique importante de l'évolution actuelle. L'homme semble ainsi conduit - à moins qu'il ne le veuille - à s'orienter vers une prise de conscience plus profonde des besoins de l'humanité et de la mission de celle-ci. La puissance industrielle a maintenant de telles dimensions et de telles spécificités qu'elle est capable d'atteindre le niveau d'un service adapté à une humanité enfin consciente de son unité et capable de l'assumer. L'homme de maintenant est appelé à promouvoir une qualité de pensée plutôt qu'une quantité de travail. Car la quantité voulue pour elle-même, qu'elle soit intellectuelle, démographique ou industrielle, a déjà produit des désastres et menace sérieusement l'avenir.

Si notre époque nous apparaît si lourde de déséquilibre et de dissonances, c'est qu'elle marque une étape de l'évolution humaine que les hommes ne savent pas encore définir exactement, mais dont ils portent en eux une intuition insistante. Pourtant dès qu'ils se prêtent à la naissance, en eux-mêmes, d'une "conscience d'humanité", ils commencent à vivre une réalité capable de les affranchir des conflits dont ils souffrent.

Le commandement "Tu aimeras ton prochain comme toi-même" ne leur apparaîtra plus alors comme une recommandation morale, mais comme une promesse et une certitude découlant de faits constatables.

Les luttes et les efforts moraux peuvent nous libérer de certains conditionnements et conduire notre personnalité à un meilleur degré d'usage et de réalisation. Mais le problème humain ne peut être résolu que par la connaissance de la vérité cosmique. Nous avons sous les yeux, dans l'étonnant avènement d'un monde de sciences et de techniques, les conditions d'accès à une vérité qui va nous rendre libres. Et non pas, comme l'ont cru certains, la préfiguration d'une civilisation matérialiste.

Quelle vérité ? Une vérité éternelle à laquelle les hommes ont toujours eu accès, mais qu'ils n'ont pas pu définir parce que leur manquait la référence à une unité terrestre et humaine capable d'en donner la dimension. Les hommes s'apprêtent maintenant à la recevoir dans sa forme pleinement humaine, pour laquelle le monde se prépare de nouvelles conditions d'existence.

Encore endormi dans sa personnalité, l'homme va s'éveiller, libéré par la lumière spirituelle, déchargé de ses tâches animales ou mécaniques. Il deviendra, dans la joie et la conscience de tous, l'instrument éclairé de la mission personnelle de l'humanité.

Il serait toutefois bien dangereux de se laisser bercer par ces perspectives et d'attendre passivement de pouvoir en bénéficier agréablement. La mutation en cours est fondamentale et dramatique...

MARC ROHRBACH

— Vous avez dit libéralisme ?

La division du monde s'articule autour de deux types de pensées économiques. Le tout libéral ou le tout collectif, même si certains économistes veulent un peu d'État dans le libéralisme. Cela se traduit dans la politique par les partis de droite et de gauche. Alors pourquoi y en a-t-il tant, puisqu'en réalité il n'y a que deux idées maîtresses de base. Mais là n'est pas notre propos.

Le libéralisme est une doctrine économique selon laquelle l'État n'a pas à intervenir dans le fonctionnement des entreprises privées. C'est-à-dire que l'entrepreneur en tant qu'individu agit seul dans ses différents actes de production et de vente. Or, quel est, parmi les pays démocratiques, celui qui ne fait pas appel à l'État pour compenser ses difficultés présentes ou passées ? Dans tous les domaines et à tous les niveaux, et en n'utilisant que des procédés légaux, les entrepreneurs font appel à l'État. Depuis des décennies, ce ne sont que subventions versées, primes à l'exportation consenties, dégrèvements fiscaux accordés, dettes effacées... Quant aux simples citoyens, ils perçoivent des allocations, des primes ou des prêts divers. A ce premier stade ne peut-on pas affirmer que c'est la collectivité nationale (voire mondiale du fait de l'internationalisation du commerce) qui finance par les impôts tout ce mécanisme ? Que dire alors de ceux qui empruntent aux banques pour créer ou agrandir une unité de production ? Le remboursement de l'emprunt (capital plus intérêts) ne peut se faire que lentement grâce aux bénéfices réalisés sur les ventes pendant la durée du prêt. Mais l'origine du remboursement, la masse monétaire que cela représente, provient bien des ventes faites à une multitude d'acheteurs. A ce deuxième stade, on voit bien que là encore, la collectivité joue un rôle important. Il en est de même de tout emprunt individuel concernant l'achat d'une maison, d'une voiture ou d'un réfrigérateur. En effet, si un acheteur insolvable n'a pas les moyens financiers pour acquérir un bien quelconque, il emprunte à sa banque et c'est grâce à son salaire qu'il pourra rembourser son prêt. Mais d'où provient ce salaire ? Non pas de son employeur (État ou privé) mais bien des clients qui paient un produit ou un service à celui qui l'emploie ! Ce mécanisme, bien naturel en somme, se multiplie à l'infini.

A ce troisième stade, la collectivité joue toujours le même rôle. C'est la preuve que dans notre technique économique-commerciale, prétendue libérale, le principe caché du collectivisme économique existe déjà. Rien ne peut se faire, rien ne se fait, sans la notion de groupe. C'est beaucoup plus hypocrite qu'il n'y paraît, car sous la fallacieuse théorie du libéralisme se reproduit l'habitude ancestrale qui veut que chacun ne peut vivre que grâce à tous les autres et réciproquement. Seulement il n'y a que quelques siècles que l'on peut analyser ce phénomène alors qu'il vient d'une époque très reculée. Toutes les théories énoncées apparaissent totalement erronées par rapport à la réalité et sont magistralement entretenues. Aujourd'hui où l'on peut analyser finement le cheminement monétaire, on s'aperçoit pour la France, par exemple, que chacun des neuf secteurs retenus de l'activité professionnelle permet aux huit autres de continuer leur activité indispensable à leur pérennité.

N'ayons donc pas peur de la collectivité économique qui, grâce à l'économie distributive, protégera le citoyen beaucoup plus que ne fait l'actuel système. Partant des besoins de l'homme, la répartition des revenus se fera en fonction de ceux-ci...

GUY OOSTENBROEK

CE QU'ON APPELLE LA CRISE : UN CHANGEMENT DE CIVILISATION

« La pensée humaine, qui a su concevoir la guerre et ses énormités, peut aussi concevoir la paix et ses obligations. Le drame de la génération actuelle ne réside pas dans le fait qu'elle participe à un "changement de monde", mais bien dans l'incapacité où elle se trouve de s'adapter d'emblée à un changement dans les règles de base qui président à la conduite de la vie. D'où vient cette incapacité ? Les hommes ont produit des biens matériels innombrables. Au lieu de regarder vers l'avenir afin de comprendre la signification d'une telle abondance, ils ont adoré leur propre production et s'en sont rendus esclaves. L'idée de propriété a surclassé celle d'utilité et, dès lors, la Distribution n'était plus concevable parce qu'elle s'opposait à l'acquisition du profit. C'est alors qu'il a fallu défendre ce qui n'était plus défendable : les guerres économiques sont nées, puis avec elles, la guerre brutale des canons et des tanks. Dans le passé, les hommes se battaient parce qu'ils manquaient de produits nécessaires à leur existence. Mais, ayant obtenu ces produits en surabondance, ils se battent maintenant parce qu'ils ne veulent pas admettre que cette production appartient à tous par le seul fait de sa capacité de satisfaire à tous les besoins.

L'époque est désormais révolue où l'homme pouvait encore appliquer à lui-même les lois qui président à l'évolution du règne animal. La pensée de l'homme s'est fixée sur sa production au lieu de s'ouvrir à sa destinée magnifique ; elle subit actuellement une crise terrible au cours de laquelle elle apprend à connaître l'ampleur de son erreur et l'immensité merveilleuse de l'espoir qu'elle porte en elle ».

M.R.

Puisque l'emploi salarié, au sens d'hier, diminue inexorablement, on nous impose l'idée qu'il n'y aura plus de quoi payer les retraites. C'est refuser de reconnaître que la vraie richesse, celle dont tous ont besoin, c'est la production. C'est elle qu'il faut répartir. Et non raisonner dans le cadre étroit du partage des revenus des seuls travailleurs. Un lecteur de l'Isère a pris l'initiative d'envoyer à la Presse un texte sur ce sujet des retraites, en voici l'essentiel :

la répartition menacée par la capitalisation

D'abord une constatation : la production de richesses, grâce à l'évolution technique, augmente constamment quels que soient le chômage, le rapport actifs/inactifs, pour une population actifs + inactifs évoluant très peu... Alors, pourquoi le chômage devrait-il entraîner une réduction de revenus ? Pourquoi les retraites devraient-elles être comprimées ? Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions qu'on ait de plus en plus de mal à écouler cette production faute de demande solvable, et non pas faute de besoins, que la concurrence s'exacerbe et amplifie du même coup la contraction des revenus. Il en sera ainsi tant que les revenus ne seront pas dissociés de l'emploi dont la production dépend de moins en moins. Cette incohérence empêche les revenus de se former au rythme de la production et par conséquent les retraites par répartition qui y sont liées¹. Elle est le **point d'appui inavoué du lobby assuro-bancaire pour discréditer la répartition** ...au profit de la capitalisation².

Point d'appui inavoué car la présentation est tout autre : il n'accuse pas cette incohérence, mais utilise le chômage ou le rapport actifs/inactifs comme prétextes.

Car enfin, de deux choses l'une. Ou bien ces phénomènes réduiront la production des richesses malgré la productivité, et alors, comment ferait le lobby pour garantir les retraites par *capitalisation* puisque les valeurs mobilières, financières sur lesquelles il les fonde seraient également réduites ?... À moins qu'il trouve le moyen de "protéger" ces valeurs en prélevant sur les revenus du travail, c'est-à-dire des actifs, pour continuer à assurer leurs profits ? Ou bien ils ne la réduiront pas, l'expérience montre que c'est même le contraire, mais

alors pourquoi les retraites de demain, fondées comme les salaires sur un gâteau alors en augmentation, seraient-elles réduites avec la *répartition* qui a l'avantage de pouvoir réaliser un partage permanent entre les deux, partage d'autant plus facile qu'il porterait sur un plus. S'il n'en était pas ainsi, ce ne serait pas à cause du rapport actifs/inactifs, mais parce que les salaires dont sont tirées les retraites continueraient à être victimes de l'incohérence dénoncée en commençant.

Les arguments du lobby assuro-bancaire sont donc bien des prétextes mais ils lui permettent de faire illusion pour introduire son discours : « Vos cotisations à la répartition, avec le chômage, le rapport actifs/inactifs, deviendront insuffisantes. Nous vous conseillons donc de les augmenter. Attention, pas pour équilibrer votre système, mais pour les verser dans mes caisses ! »

Ainsi, en accumulant ces cotisations pendant 40 ans avant de commencer à les redistribuer, il accroît **le substrat de ses propres opérations de crédit**, par conséquent ses profits et son pouvoir sur les décisions d'investissement. Il parachève sa séduction en flattant l'individualisme ambiant et la crédulité d'une majorité prête à croire n'importe quel *conseiller*. Conseiller qui ne sera pas le payeur : il pousse les actifs à souscrire des contrats de capitalisation, baptisés *retraite* pour la circonstance. La **capitalisation**, en détournant ainsi le profit des cotisations qui équilibreraient la répartition, en devient le **Cheval de Troie**. Les actifs...sont invités à scier la branche sur laquelle ils comptent s'asseoir demain pour s'en remettre aux opérateurs de la finance mondialisée.

La floraison de discours lénifiants sur le sujet ne doit pas nous cacher

cette insidieuse entreprise. Il est temps qu'actifs et retraités se réveillent pour dénoncer cette bombe à retardement et empêcher que la finance mondialisée transforme peu à peu la retraite en miroir aux alouettes, en germe supplémentaire d'une société en miettes.

La réponse actuelle consiste à s'assurer que la répartition garantis- se une évolution **parallèle** des revenus du **travail**, c'est-à-dire salaires et retraites (deux phases de ces mêmes revenus qu'il ne faut surtout pas opposer), en fonction de **l'augmentation des richesses produites**³ ; à l'équilibrer en ne **détournant pas** les cotisations nécessaires dans les caisses du lobby assuro-bancaire lequel, pour cela, joue adroitement sur toute division survenant dans les rangs des revenus du travail.

Ces mesures ne risquent pas d'être trop combattues par des retraités bâillonnés, ne pouvant pas faire grève, mal représentés par des syndicats privilégiant les intérêts à court terme des actifs, ce qui permet aux politiques de prétendre les mesures acceptées pour se donner bonne conscience.

GEORGES GAUDFRIN

1. Cette incohérence conduit par exemple à se plaindre du chômage tout en augmentant le nombre obligatoire d'années de cotisations.

2. Ainsi, dans l'accord du 9-2-1994 sur les retraites complémentaires, il a œuvré auprès du CNPF pour accentuer toutes les mesures pouvant augmenter ce discrédit ; plafonnement à terme des cotisations (art.10) favorisé par l'incohérence des revenus liés à l'emploi, compression correspondante des prestations (art.12)...

3. La réponse de fond consisterait à dissocier les revenus de l'emploi, par l'usage de la monnaie de consommation dont l'étude économique ouvre des perspectives insoupçonnées.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour
l'Economie Distributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000
0660548)
et diffuse livres et
journaux distributistes
en Belgique.

L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHÉROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour
l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
science planétaire"

J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN

Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

FRAGMENTS - DIFFUSION

lettre associative
bimestrielle
d'alternative
personnaliste
8, rue de la Chapelle
75018 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS
vient de publier un remarquable
numéro spécial
"L'alternative"
qui regroupe, sous la plume de
personnalités telles que
J.Robin, R.Passet, A.Gorz,
R.Sue, E.Pisani, P.Viveret,
des réflexions allant toutes
dans le sens d'un changement
de civilisation.
(à lire et faire lire)

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions
et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

UNION PACIFISTE

BP 196
75624 PARIS Cédex 13

*

La production de

La désagrégation actuelle du libéralisme pose d'immenses problèmes qui suscitent un véritable foisonnement d'idées alternatives; c'est une excellente chose. Dans une récente brochure¹, l'équipe espagnole d'Ecoconcern fait une remarquable compilation de ce nombreux projets. A travers toutes ces hypothèses qui circulent, nos amis décèlent une convergence de vues sur la nécessité de traiter de *manière non mercantile* ces trois réalités fondamentales que sont : la *personne*, la *nature* et l'*argent*, en d'autres termes de les expulser du marché. Or, cette constatation nous interpelle car elle rejoint parfaitement une observation que K. Polanyi avance dès 1944 dans un ouvrage célèbre intitulé : "La grande transformation"². D'après cet auteur, en effet, *travail, terre et monnaie* ne sont pas des marchandises naturelles : le travail n'est que « l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même », la terre n'est que « l'autre nom de la nature qui n'est pas produite par l'homme », enfin la monnaie est « une création du mécanisme de la banque ou de la finance d'Etat ». Nous avons déjà examiné ces thèses de Polanyi dans un précédent article intitulé "La Révolution industrielle : une vénalisation universelle", paru dans la G.R. d'octobre 1994. Ce n'est, comme le relève Polanyi, qu'une fois la Révolution industrielle enclenchée, que, peu à peu, ce moulin infernal (*satanic mill*) du capitalisme va progressivement incorporer et agglomérer tout ce qui peut présenter un intérêt quelconque à être "marchandisé", en d'autres termes *vénalisé*, pour en faire du capital, malgré les énormes résistances opposées à ce chan-

Un rêve!

René Passet vient de sortir un livre qui est un vrai bijou. Intitulé "Une économie de rêve" et publié par Calmann-Lévy, cet ouvrage de moins de 150 pages trace avec une plume pleine d'humour un portrait de l'économie actuelle qui n'est, hélas, pas une caricature, mais une démystification, une dénonciation de toutes les absurdités commises, et enseignées, en matière d'économie. Sa lecture est un régal : c'est du "Kou l'ahuri" modernisé et qui s'appuie, mine de rien, sur des citations venant à point pour prouver combien la critique est fondée. Et pour en rendre la lecture encore plus délicieuse, un artiste, dont le coup de patte est digne de celui de l'auteur, l'a illustré de sobres dessins presque à chaque page. Bref, je conseille à tous nos lecteurs de lire cette description de la planète où l'éco-monopoly mène ses habitants jusqu'à la vente de leurs tripes, pardon, de leur capital humain pour le transformer en cygnes (monétaires, bien sûr).

M-L D.

marchandises par des marchandises.

gement par la société traditionnelle.

Il faut noter que, un siècle environ avant Polanyi, Marx réalise déjà une observation similaire : « *en s'incorporant la force de travail et la terre*, écrit-il³, *ces deux sources primitives de la richesse, le capital acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter ses éléments d'accumulation au delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur...* » Marx réalise une pénétrante analyse des métamorphoses du capital dans l'ouvrage qui porte le même nom : dans ce système, le capital investit (donc achète) pour revendre avec une plus-value : il transforme son argent (A) en marchandise (M) qu'il revend pour une nouvelle somme d'argent plus grande (A'); c'est la célèbre transformation $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$ (argent-marchandise-argent + plus-value) qui se généralise à travers tous les secteurs de l'économie à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle. Toutefois cette pratique lucrative n'est pas nouvelle : trois siècles avant notre ère, Aristote (comme Marx le rappelle), oppose déjà l'art d'acquérir des valeurs d'usage par le *petit commerce* à l'art de s'enrichir (la *chrématistique*), qui est une perversion de cette forme élémentaire⁴.

Donc, progressivement, à partir du début de la Révolution industrielle, la réaction en chaîne $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$ qui s'amorce dans le nord-ouest de l'Angleterre va, de proche en proche, s'étendre à tout le pays puis, comme un incendie, gagner le continent européen et l'Amérique du nord avant de se généraliser à la planète entière comme nous le voyons à présent. Dans une expansion irrésistible, la Marchandise, le "M" de cette réaction, va subitement se mettre à englober de plus en plus d'éléments divers : dans le $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$ de notre révolution industrielle, la Marchandise n'est plus seulement le bien matériel traditionnel de l'ancien temps : bijoux, artisanat de luxe, épice, mais elle se met à inclure le travail, les terres, la monnaie, comme le note Polanyi, et bien d'autres choses encore.

En 1960, l'italien Piero Sraffa (qui fut le disciple de Keynes et l'ami de Gramsci) publie un ouvrage intitulé "La production des marchandises par des marchandises"⁵ dans lequel il écrit : « *La production est considérée comme un processus circulaire dans lequel les marchandises qui figurent parmi les moyens de production sont de même nature que celles qui constituent les produits* ». En fait, dans le cycle infernal $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$,

tout se transforme dans un mouvement qui semble ne jamais pouvoir s'arrêter : le travail de l'homme qui est une marchandise se transforme en ces autres marchandises que sont les machines qui, à leur tour, se transforment en ces autres marchandises que sont les biens de consommation lesquels renforcés par les services (autre forme de travail-marchandise), qui viennent alimenter l'homme pour qu'il puisse, à nouveau, transformer son travail en d'autres marchandises... et ainsi de suite. Dans cette réaction en chaîne il ne faut pas, bien sûr, négliger le rôle de la marchandise-argent qui agit comme lubrifiant de ce formidable mécanisme. Mais nous devons noter que, à présent, dans cette « *production des marchandises par des marchandises* », la part de la marchandise-homme s'amenuise peu à peu : ce sont les marchandises *biens de production* — les machines — qui produisent d'autres marchandises *biens de consommation*. Le problème, aujourd'hui, c'est que ces machines qui créent de plus en plus de marchandises et marginalisent l'homme ne demandent pas un salaire, de l'argent, pour fonctionner; elles exigent une rémunération en *nature*, en énergie et en entretien. « *La production scientifique met en circulation proportionnellement moins d'argent que la production telle qu'elle fonctionnait au temps de Marx* », écrit Duboin en 1936⁶.

Mais cet argent expulsé de la production, il faut bien qu'il aille quelque part. Dans son étude précitée, Marx décèle une nouvelle phase : « *la valeur se présente tout à coup comme une substance motrice d'elle-même...* » Une nouvelle formule se manifeste : « $A \Rightarrow A'$, argent qui pond de l'argent, monnaie qui fait des petits (*money which begets money*) »⁷. C'est la forme parfaite de l'aliénation que l'on observe aujourd'hui plus que jamais avec la bulle financière et ses *produits dérivés* déconnectés de la sphère réelle. Les dernières observations publiées le 4 avril 1995 par l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce qui vient de succéder au GATT) estiment à 4.000 milliards de dollars le montant du commerce mondial⁸. Or ce chiffre, pour tout impressionnant qu'il soit, représente peu de chose à côté du marché des changes qui voit chaque jour 1.000 milliards de dollars changer de mains et qui est donc près d'une centaine de fois plus important que celui du commerce mondial.

« *Les "démocraties nationales" sont*

dépassées par les "ploutocraties transnationales" », écrivent nos amis d'Ecoconcern, en rappelant l'origine étymologique du terme "ploutocratie" : *la dictature de l'argent*. Actuellement, ce sont les cycles infernaux $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$ et $A \Rightarrow A'$ qui dictent leur loi à l'humanité entière. Jusqu'à quand? « *Le capitalisme moderne n'a d'autre ambition que de faire durer le spectacle* » écrivait, en 1971, Joan Robinson, une autre disciple célèbre de Keynes, (Hérésie économique). Guy Debord, grand pourfendeur de cette « *société de spectacle* » et qui vient de mettre fin à ses jours, ne l'aurait certainement pas désavouée. Mais il faudra bien, tôt ou tard, que cette comédie finisse. « *Nous sommes un peu comme un pilote d'avion qui sait qu'il va s'écraser mais dont l'ordinateur ne veut pas lui rendre les commandes. L'ordinateur suit ses propres lois, c'est cela le marché* », déclare Roland Leuschel qui est directeur de la banque Bruxelles Lambert⁸.

Alors faut-il être pessimiste? Pour l'avenir du système capitaliste certainement, mais pas pour l'humanité qui ne manque pas de solution pour résoudre les problèmes qui se posent à elle. Il faudra avant tout envisager la grande question de *la régression du marché*, autrement dit, l'étude des procédés techniques destinés à remettre les terres, la monnaie et le travail de l'homme à leur juste place.

Parmi toutes les propositions qui foisonnent en ce moment, les thèses de l'économie distributive ne font pas mauvaise figure.

DJÉMIL KESSOUS

1 *Propositions innovatrices pour repenser l'économie*, Ecoconcern, Barcelone, 1995.

2 Gallimard, 1983, p. 107.

3 *Le Capital*, livre 1^{er}, chapitre XXIV.

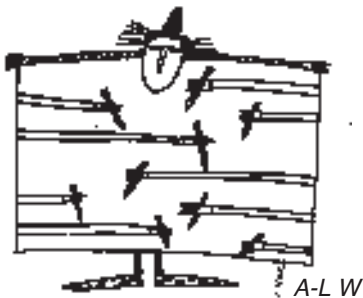
4 *Politiques*, 1257, a

5 *Production of Commodities by means of Commodities*, Cambridge University Press, 1960.

6 *Libération*, p.193.

7 *Le Capital*, livre 1^{er}, chapitre IV.

8 *Le Monde*, 5 avril 1995.



A-L W

D'où vient l'argent ?

A propos de l'article de Djémil Kessous paru sous ce titre (GR n° 938), nous avons reçu une longue lettre du docteur Rosan Girard dont nous extrayons les passages suivants :

"...J'ai la conviction que c'est une erreur de se refuser à considérer que les activités humaines qui ne créent pas directement et **en série** des valeurs d'usage concrètes, matérialisées, dans la sphère directement productive de la base économique de la société, **ne sont pas créatrices de valeur**. Pour invoquer une valeur ajoutée qui ne soit pas une escroquerie, il faut qu'elle résulte d'une transformation qualitative et quantitative d'une marchandise vraie matérialisée, elle doit résulter donc d'un vrai travail humain direct ou indirect surajouté. Je peux me tromper mais, de mon point de vue, si on ne peut nier par exemple que les fonctionnaires, les bureaucrates et divers gratte-papier, ont une activité socialement utile, indispensable même au fonctionnement et au progrès de la société, **ils ne créent pas de valeur**, cette activité pourtant sociale ne relève pas de la loi de la valeur, base de l'économie marchande. Certaines formes d'activité intellectuelle qui ne se concrétisent pas sous la forme de valeurs d'usage concrètes, matérialisées, ne sont pas quantifiables et ne peuvent donc se mesurer pour s'exprimer en valeur d'échange... Le développement historique progressif, incessant des forces productives et la division du travail qu'il a généré ont rendu indispensable l'échange, d'où la loi de la valeur basée sur la mesure du temps de travail et la valeur d'échange qui en est le corollaire."

"Dès que l'argent est posé comme valeur d'échange qui

mène une existence indépendante, il cesse d'être de l'argent, car celui-ci ne va pas au-delà de la détermination négative, il est du capital. C'est un fait historique que l'argent est la première forme sous laquelle la valeur d'échange s'achemine vers la détermination du capital." (K. Marx, Principes d'une critique de l'économie politique).

Telle est selon moi la réponse qu'en application de l'enseignement de Marx, on peut faire à la question posée par Kessous et à laquelle il n'a pas fini d'apporter une réponse complète qu'il doit faire dans un deuxième article annoncé. Il a terminé son premier article en se demandant s'il n'y a pas des activités humaines qui ne créent pas de valeur marchande. Je lui coupe un peu l'herbe sous les pieds en donnant par anticipation ma réponse à sa question, persuadé que c'est celle à laquelle sa grande érudition et son bon sens le conduiront.

Toute activité humaine, si importante et si utile soit-elle et donnant droit à une légitime rémunération qui n'est au fond que l'appropriation aux fins de consommation et de jouissance d'une part de la plus-value créée au cours du procès social de production par des salariés créateurs de valeurs d'usage concrètes, matérialisées, de marchandises, qui ne se concrétise pas par la production en plusieurs exemplaires d'une valeur d'usage matérialisée, réelle, échangeable, aliénable, n'est pas une activité productrice de valeur marchande, de marchandises destinées au marché et qu'on peut acheter avec de l'argent-équivalent universel devenu capital, le despote des temps modernes dont la fin du règne est la condition sine qua non de l'émancipation de l'humanité."

Cet article semble avoir provoqué certaines réactions tant parmi ceux que je nommerais d'une manière générale les partisans du créditisme, courant dans lequel s'inscrit l'économie distributive, que parmi les marxistes. En effet, pour ces derniers, la monnaie-valeur d'échange provient de la sphère de la production des biens matériels, c'est-à-dire des salariés qui accomplissent un travail productif créant de la plus-value (selon les critères développés par Marx dans le livre II du Capital ainsi que dans les Théories sur la plus-value).

Si, par conséquent, les marxistes semblent attachés à cette origine matérielle de l'argent, les créditistes auraient plutôt tendance à concevoir une création monétaire totalement déconnectée des fondements de l'activité économique : pour eux, en effet, l'argent proviendrait essentiellement des jeux d'écritures. H. Muller, à ce sujet, a beau jeu de soutenir que j'embrouille la question car, de son côté, il la simplifie à l'extrême : en rappelant la citation, très pertinente, de Duboin selon laquelle l'argent proviendrait "pour moitié d'un encrier", il ne répond, de manière lapidaire, qu'à une moitié de la question.

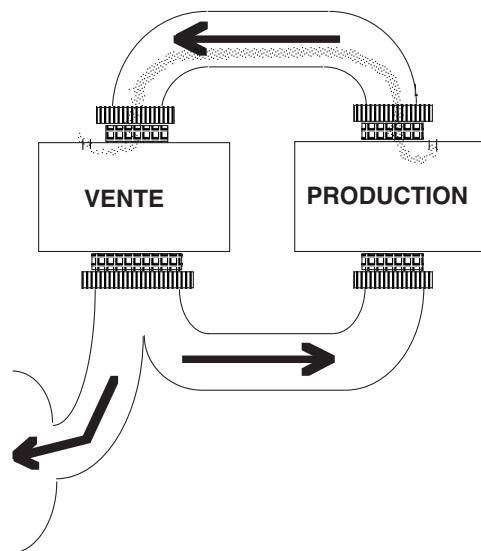
Certes, l'argent a une origine formelle, scripturale incontestable, et que j'appellerai hiérarchique, ou encore transcendante, car il vient du haut, il provient de ce que Rachline nomme la logique princière (cf "Que l'argent soit" GR 931) mais il a également une origine immanente, substantielle car sa valeur se crée au cœur de ce que l'on appelle la communauté¹ et à laquelle participent les salariés.

La monnaie capitaliste telle que nous la connaissons à présent provient bien de la rencontre de ces

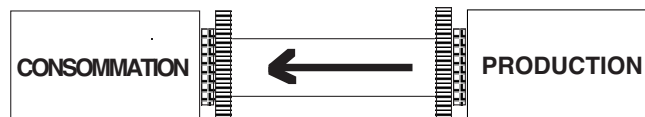
1. Rachline, "Que l'argent soit" Calmann-Lévy.

deux sphères et elle ne peut en aucune manière se déconnecter totalement de l'une des deux, ni des institutions financières, ni de la sphère immanente, celle de la communauté capitaliste dans laquelle on travaille et on échange : du blé, des tissus, de la viande, des meubles, mais également des services comme le transport, le téléphone, la pub ou l'énergie. La création monétaire est directement proportionnelle à l'activité économique qui se réalise au sein de cette communauté capitaliste ; et c'est bien là le drame du système car, du fait de la course à la productivité, il faut de moins en moins d'activité pour assurer son fonctionnement ; il y a donc de moins en moins de monnaie créée, de revenus distribués et redistribués : la création monétaire du système capitaliste vieillissant tend vers l'anémie, la déflation. Et ceux qui, à l'intérieur de leurs frontières nationales, seraient tentés de tricher avec cette réalité en faisant marcher la planche à billets seraient aussitôt sanctionnés par la dévaluation.

D. K.



1. monnaie capitaliste circulante



2. monnaie distributive ou de consommation

Partant de ces deux schémas, simples pour être compréhensibles, on peut compléter progressivement, par exemple, pour faire figurer sur le schéma 1 les crédits bancaires : à partir de leur création ex nihilo au niveau de la production, jusqu'à leur remboursement après la vente, ils aident au passage production ==> vente et pourraient donc être représentés par un filet (en pointillés) à l'intérieur du flux dans la partie supérieure. S'ils ne faisaient pas plusieurs tours de la boucle, leur rôle serait comparable à celui de la monnaie du schéma 2.

leur permet de tirer des bénéfices avec lesquels elles paient ces intérêts aux banques. Il y a donc bien un lien entre la création monétaire ex nihilo des banques et l'activité économique de leurs clients. Mais de là à dire que ce lien est une *proportion directe*, non, car, même si presque toutes les entreprises sont endettées, il ne faut pas oublier que l'argent qu'elles tirent de la vente de leur production leur sert aussi à payer leurs coûts (matières premières, énergie, salaires, impôts etc.), cette part de l'activité économique est donc réglée par de la monnaie qui circule et non pas par *création* monétaire.

La proportionnalité directe entre activité économique et création monétaire serait, *par définition*, parfaitement réalisée en économie distributive, les signes monétaires y étant justement créés proportionnellement aux fruits de l'activité économique (celle des hommes ou celle des machines), *et ne circulant pas*, puisqu'il s'agit d'une monnaie de consommation. La différence apparaît quand on compare les deux schémas ci-dessous.

M.-L. D.



A-L W

A Djémil.Kessous :

Dans votre article "Où va l'argent?", dans le dernier numéro de la GR, vous écrivez : «au début, en dépit de toutes les atrocités qu'il a provoquées, ce système a présenté un bilan positif : il a permis une formidable poussée de la force productive de l'humanité, de son savoir-faire technique et de ses connaissances scientifiques »

Je ne suis pas d'accord avec cette analyse.

En effet, ce ne sont pas les banquiers qui ont inventé la machine à vapeur, le moteur électrique ou à explosion. Inventions majeures, qui plus tard, avec l'électronique, ont permis de multiplier considérablement la puissance de l'Homme et de mettre à sa disposition une variété considérable de produits dont il n'avait même pas idée auparavant.

Les banquiers se sont contentés d'inventer le carnet de chèques et la monnaie scripturale, grâce à quoi ils ont affermi leur mainmise sur l'économie mondiale.

Bien avant le capitalisme triomphant, les hommes ont été capables de grandes réalisations et il n'est pas humainement plus difficile de construire des hauts fourneaux et des usines que de construire, par exemple, le Palais de Versailles, la Grande Mosquée de Cordoue, le Colisée, le Parthénon ou les Pyramides.

Donc je pense que le capitalisme est intrinsèquement pervers et qu'à aucun moment il n'a présenté de bilan positif.

à part cette remarque, j'ai bien apprécié votre article.

B.P., Rouen

Lorsque je le peux et que les circonstances s'y prêtent, j'essaie de répondre à des questions en ouvrant la discussion sur les perspectives qu'offre l'Économie Distributive. Et cela, même s'il n'en doit rester qu'une subtile trace. Il s'agit surtout d'éveiller l'attention, la curiosité, et l'intérêt et puis chacun fait son chemin. Ainsi chaque mois je dépose sur une petite table de la bibliothèque de Fécamp un exemplaire de la GR ; je constate depuis quelque temps qu'il disparaît. J'ai même vu un monsieur le lire.

Il y a tant à faire du côté de l'information du grand public pour l'ED !

Le combat toujours noble des syndicalistes me paraît tellement dépassé qu'il m'attriste un peu. Mais il est cependant utile pour préserver et défendre encore les intérêts du "contingent" de travailleurs qui se réduit de jour en jour, telle une peau de chagrin.

Un tract de la section locale de la CGT à Fécamp m'a décidé à rédiger un long courrier à son intention puisque j'y notais les mêmes revendications concernant la fermeture d'usine ou le licenciement économique de travailleurs liés à la modernisation. En voici un extrait:

«Les mesures d'urgence que vous demandez en faveur des chômeurs sont évidemment justes ; les emplois d'utilité sociale également ; et il y en a de nombreux à créer... Il manque, par exemple, un accompagnateur route de Rouen pour faire traverser les enfants scolarisés à 8 h 30 et à 16 h 30. Sur le plan de la stricte logique financière, cela n'a aucun intérêt, car cela ne rapporte rien ! Qui peut financer une telle fonction pourtant bien utile humainement ? N'est-ce pas actuellement l'État ou les collectivités locales, donc l'argent de chacun et de tous ? Avec quel argent finan-

cer la gratuité des transports, l'accès aux services sportifs et culturels, la création d'emplois utiles socialement mais non rentables ? Toutes ces questions font l'objet d'une réflexion à la lumière des thèses de l'Économie Distributive. Le rôle de l'argent, notamment de la monnaie, est analysé...

Le service public, socialement utile mais non rentable, fait l'objet de convoitise du secteur privé pour vendre ses prestations. Le libéralisme "intégriste" cherche à s'accaparer et à exploiter d'autres secteurs de la vie car il arrive à une limite. Pour qu'il puisse repousser cette limite, il ira chercher loin tout ce qui peut faire l'objet d'une mise sur le marché : produits, gadgets et prestations jusqu'alors demeurées dans une sphère non marchande. Le service public est donc lui aussi bradé au nom de cette stratégie barbare. Elle peut poursuivre très loin son emprise : le nazisme l'a cruellement prouvé !...»

Un jeune Fécampoïse, bénéficiaire du RMI, actuellement en activité sous Contrat Emploi-Solidarité, m'a demandé si la Caisse d'Allocations Familiales avait la possibilité de lui consentir un prêt pour lui permettre de financer son mariage ! Je lui ai répondu que non. Mais sa question m'a bouleversé car elle est très révélatrice du manque d'argent : être contraint de s'endetter auprès d'une banque pour pouvoir célébrer un acte social de vie aussi essentiel ! Ne plus avoir la possibilité, même par la force de son travail, d'organiser la fête familiale avec la joie au cœur, mais être tenu par la pression de l'argent ! Et il y a tant de situations analogues avec des ruptures de vie, de lien social...

M.T, Fécamp

LE PROGRES NE VAUT QUE S'IL EST PARTAGÉ ENTRE TOUS, ALORS NOUS AVONS BESOIN DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE .

La "Grande Relève"

analyse et propose :

CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science'** dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que
*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.*

*Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen (compte postal ou dans une banque "nouveau régime"), de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette monnaie distributive est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins des services publics et des investissements nécessaires.

Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées³.

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique⁵. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes é-

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

conomiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages⁶ permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève*.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

*Le progrès ne vaut
que s'il est partagé entre tous.*

Pour en savoir plus sur nos propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous (130F par an pour 11 numéros) en écrivant à

LA GRANDE RELEVÉ

BP 108

78110 LE VÉSINET

CCP 13 402 39 M Paris